

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 MARS 1922.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 9 et 11 de la loi du 25 Ventôse an XI, et les articles 971 et 980 du Code civil.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSEURS,

Dans la séance du 13 janvier 1921, nous avons l'honneur de déposer, avec MM. Colaert, Janson, Levie et Hubin, une proposition de loi ayant pour objet d'accorder aux femmes le droit d'être témoin dans les actes notariés.

Cette proposition fit l'objet d'un rapport favorable présenté par M. De Bruycker au nom d'une section centrale; mais elle fut considérée comme non avenue par l'effet de la dissolution des Chambres. Nous avons l'honneur de la représenter au vote de la Chambre, en l'accompagnant des développements qui justifiaient la mesure proposée.

* * *

L'article 37 du Code civil exigeait que les témoins des actes de l'état civil fussent du sexe masculin. Cette restriction, consacrant une inégalité entre l'homme et la femme, ne se justifiait pas. La loi du 7 janvier 1908 releva la femme de cette espèce d'infériorité, et supprima, dans l'article 37, la condition de sexe.

Mais cette réforme fut incomplète, car il est d'autres articles de nos lois qui consacrent la même inégalité.

Ainsi, aux termes de l'article 9 de la loi du 25 Ventôse an XI, organique du notariat, les actes seront reçus « par deux notaires ou par un notaire assisté de » deux témoins, *citoyens français*, sachant signer, et domiciliés dans l'arrondissement communal où l'acte sera passé ». Il s'agit ici des témoins instrumentaires.

Puis, selon l'article 11 de la même loi, « le nom, l'état et la demeure des » parties devront être connus des notaires, ou leur être attestés dans l'acte par

H

» *deux citoyens* connus d'eux, ayant les mêmes qualités que celles requises pour être témoins instrumentaires. » Ce sont les témoins certificateurs.

Enfin l'article 980 du Code civil dispose que « les témoins appelés pour être présents aux testaments devront être *mâles*, majeurs, sujets du roi, jouissant des droits civils ».

Or, il semble bien que l'exclusion des femmes, prononcée dans ces divers articles relatifs à la passation des actes authentiques notariés, ne se justifie pas plus que dans la rédaction des actes authentiques de l'état civil.

Dans les uns comme dans les autres, le rôle essentiel du témoin est de constater l'accomplissement des faits matériels qui se sont passés devant eux, et de signer l'acte. Peut-être pourrait-on ajouter, pour les actes notariés, que la présence des témoins y est aussi exigée pour assurer la liberté des parties et les protéger contre toute tentative de contrainte physique.

Qu'est-ce qui rend la femme inapte à faire ces constatations ?

On n'aperçoit pas davantage en quoi les convenances empêcheraient la femme de remplir le rôle de témoin.

Et quoi que l'on ait prétendu parfois, il n'est pas exact que le fait d'être témoin dans un acte authentique soit une participation à l'exercice d'une fonction publique d'où la femme serait exclue.

C'est donc à bon droit que l'on a fait remarquer l'inconséquence qu'il y a à admettre la femme comme témoin en justice pour y certifier des faits parfois d'une extrême gravité, et de lui interdire de figurer, en la même qualité, à la passation du moindre acte notarié ; à défendre à la femme d'intervenir comme témoin dans un acte par devant notaire et de l'autoriser, dans l'article 70 du Code civil, à être témoin dans l'acte de notoriété dressé par le juge de paix.

On peut donc affirmer que rien ne justifie le maintien dans notre législation d'une exclusion — survivance d'un ancien préjugé — qui semble placer la femme dans une situation d'infériorité vis-à-vis de l'homme. L'article 9 de la loi du 25 Ventôse an XI, relatif aux témoins *instrumentaires*, devrait donc être modifié dans ce sens.

La même revision devrait être faite de l'article 11 qui concerne les témoins *certificateurs*, et de l'article 980 du Code civil qui se rapporte aux témoins *testamentaires*.

Pour réaliser cette réforme, il suffirait donc, à la rigueur, d'un texte analogue à celui de la loi italienne du 9 décembre 1877 : « Sont abrogées toutes les dispositions légales qui excluent la femme du droit de servir de témoin dans les actes publics ou privés. »

Mais, dans l'intérêt d'une bonne codification, il paraît préférable, comme nous l'avons fait pour les actes de l'état civil, d'introduire dans les articles mêmes la modification souhaitable ; d'autant plus qu'il y aura lieu d'admettre, dans chacune de ces dispositions, comme dans l'article 37, la restriction que le mari et la femme ne pourront être témoins ensemble dans un même acte. Ne formant souvent, en pratique, qu'une seule personnalité, il est logique de ne pas se contenter de l'attestation de deux époux dans les actes où la loi juge la présence de

deux témoins nécessaire pour augmenter les garanties que ne présenterait pas l'attestation unique ⁽¹⁾.

I. — L'article 9 de la loi serait ainsi conçu :

« Les actes seront reçus par deux notaires ou par un notaire assisté de deux »
» témoins, *de l'un ou de l'autre sexe, Belges, majeurs*, sachant signer, domiciliés »
» dans l'arrondissement judiciaire où l'acte sera passé. Toutefois, le mari et la »
» femme ne pourront être témoins dans le même acte. »

Le texte ancien portait que les témoins doivent être « citoyens français ». Il impliquait donc : a) d'abord la qualité d'homme; b) puis la jouissance des droits politiques (voir art. 7 du C. C.), laquelle supposait la condition d'un *français majeur*, les étrangers ne pouvaient être témoins.

C'est pour maintenir à l'article 10 (nouveau) cette portée que, tout en innovant en ce qui concerne le sexe des témoins, il a été nécessaire d'insérer dans le texte (après la suppression de l'expression *citoyen français*) les mots *Belges, majeurs*.

II. — L'article 11, concernant les témoins certificateurs, serait suffisamment modifié en disant que « le nom, l'état et la demeure des parties devront être »
» connus des notaires, ou leur être attestés dans l'acte par deux *personnes* »
» connues d'eux, ayant les mêmes qualités que celles requises pour être témoins »
» instrumentaires ».

Ces derniers mots impliquent évidemment que le mari et la femme ne pourront non plus être témoins dans le même acte.

III. — Quant aux témoins testamentaires dont s'occupe l'article 980, il suffira de dire que « les témoins appelés pour être présents aux testaments devront »
» être Belges, majeurs, sans distinction de sexe. Toutefois le mari et la femme »
» ne pourront être témoins dans le même testament ».

Les mots « jouissant des droits civils » peuvent être supprimés sans inconvénient, puisque aux termes de l'article 8, tous les Belges jouissent des droits civils.

A part le droit qu'il confère à la femme, l'article 980 nouveau conserve donc la même portée que l'article primitif.

L'adoption de cette proposition de loi marquera un pas en avant dans la voie où le législateur belge est entré — non sans circonspection — depuis quelques années.

Nous l'avons vu successivement : permettre à une femme de s'affilier à une société mutualiste ou à une union professionnelle; autoriser la femme mariée à se faire ouvrir un livret à la Caisse d'épargne et à y opérer des retraits; à toucher son salaire et à en disposer pour les besoins du ménage; l'admettre à la recherche de la paternité de l'enfant né hors mariage; lui permettre d'être témoin dans les actes de l'état civil; décider enfin que la femme pourra faire partie d'un conseil de famille et être appelée à la tutelle.

(1) KREGG, *Le Féminisme*, p. 220.

Le vote des modifications ici proposées aura pour conséquence de faire disparaître une des dernières inégalités infligées à la femme, même hors mariage : ce sera un nouveau mouvement vers un peu plus de justice.

Et, se plaçant au point de vue pratique, on peut dire que, dans tels cas donnés, l'extension accordée aux articles que vise la proposition, viendra en aide à l'officier public, lorsqu'il s'agira de trouver sur l'heure, comme dans la réception des testaments, les quatre, six et sept témoins idoines que requiert la loi.

*
*
*

Comme nous l'avons dit, la Section centrale, chargée de l'examen de notre proposition, en admit le principe à l'unanimité de ses membres. Mais elle crut l'occasion favorable pour aller plus loin dans la revision de l'article 9 de la loi du 25 Ventôse an XI.

Cet article dispose que « les actes seront reçus par deux notaires, ou par un notaire assisté de deux témoins. »

La Section centrale s'est demandé par quoi se justifie l'intervention nécessaire d'un second notaire ou la présence obligatoire de deux témoins.

Le rapporteur fit remarquer avec le regretté M. Galopin, que « l'intervention » des témoins n'est qu'un vestige de l'ancien droit où le rôle du notaire était moins celui d'un officier public que celui d'un témoin, et où il était indispensable de produire deux témoins pour faire une preuve complète, *testis unus* » *testis nullus*. » De là la présence exigée d'un second notaire à l'acte, ou de deux témoins pour le suppléer.

C'est, dit-on, un formalisme suranné, au moins pour la généralité des actes, et il convient de n'exiger, en principe, que l'intervention d'un seul notaire, sans l'assistance de témoins.

Néanmoins, la Section centrale maintenait la nécessité de l'assistance de deux témoins lorsqu'il s'agit de testaments, de donations et de contrats de mariage, — et aussi lorsque, dans un acte quelconque, un comparant ne sait ou ne peut signer.

Cette innovation peut être admise. Déjà, en France, la loi du 12 août 1902 admet que les actes soient passés par un seul notaire, quand toutes les parties peuvent signer, et il semble que, dans notre pays, les notaires ne verraient aucun inconvénient à la simplification de l'article 9.

En effet, l'expérience de plus d'un siècle n'a pas démontré que, de la façon dont les choses se passent habituellement, la présence des témoins dans la réception des actes ordinaires, soit une garantie bien sérieuse. D'ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que leur mission n'est pas de contrôler la conformité de la rédaction du notaire avec les déclarations des parties : quels seraient les témoins capables de cela, car la loi se déclare satisfaite s'ils savent signer ! Et d'ailleurs la jurisprudence n'admet-elle pas que les témoins peuvent ne pas comprendre la langue dont s'est servi le rédacteur de l'acte ?

La vérité juridique c'est que — en général — la réception des actes ne doit pas être précédée d'une déclaration de leurs volontés, faite par les parties, devant témoins : cette réception consiste uniquement dans la lecture et la signature, et le rôle des témoins est de constater les faits matériels qui se sont passés devant eux.

Dans ces conditions on conçoit que l'utilité de leur intervention soit sérieusement contestée.

Mais pourtant il est des actes qui apparaissent avec un caractère particulier, tels les testaments, qui supposent un testateur conscient, dictant, librement, ses dernières volontés. Est-il désirable que le notaire soit seul pour constater qu'un moribond a encore la conscience de ses actes? N'est-il pas souhaitable que des personnes soient là pour attester, s'il le faut, qu'il a réellement dicté ses dispositions dernières, qu'elles ne lui ont pas été suggérées, qu'il a agi librement, sans contrainte aucune, ni physique, ni morale?

Il semble donc, qu'en matière de testament, l'assistance de témoins se justifie par des raisons sérieuses qu'on retrouve, jusqu'à un certain point, dans la rédaction des actes de donation et des contrats de mariage. Aussi la Section centrale avait-elle proposé de modifier ainsi l'article 9 : « Les actes seront reçus par un notaire. Celui-ci sera assisté de deux témoins, de l'un ou de l'autre sexe, Belges, majeurs, sachant signer, domiciliés dans l'arrondissement judiciaire où l'acte sera passé, lorsqu'il s'agit de donations, testaments, contrats de mariage. »

En outre, à l'instar de la loi française, la Section centrale décidait que « la présence des témoins est également requise lorsque l'une ou l'autre des » parties ne peut ou ne sait signer ». Cette réserve a paru nécessaire dans l'intérêt du notaire. Il trouvera, par l'assistance de témoins, le moyen de prouver la vérité de son affirmation si une partie qui n'a pas signé, parce qu'elle n'a pas pu ou n'a pas su le faire, venait prétendre, plus tard, qu'elle n'a pas comparu à l'acte.

C'est en tenant compte de ces considérations que nous avons modifié notre proposition primitive qui ne tendait qu'à l'admission des femmes comme témoins. Mais il importe de remarquer que la rédaction nouvelle de l'article 9 a nécessairement pour conséquence la modification de l'article 971 qui exige, pour les testaments l'intervention de deux notaires ou d'un notaire et quatre témoins.

LÉON MABILLE.

ANNEXE AU N° 91.**BIJLAGE VAN N° 91.**

Proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 9 et 11 de la loi du 25 Ventôse an XI, et les articles 971 et 980 du Code civil.

Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 9 en 11 der wet van 25 Ventôse jaar XI en van de artikelen 971 en 980 van het Burgerlijk Wetboek.

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 9 et 11 de la loi du 25 Ventôse an XI et les articles 971 et 980 du Code civil sont modifiés comme suit :

EENIG ARTIKEL

De artikelen 9. en 11 der wet van 25 Ventôse jaar XI en de artikelen 971 en 970 van het Burgerlijk Wetboek worden gewijzigd als volgt :

Loi du 25 Ventôse an XI.**Wet van 25 Ventôse jaar XI.**

ART. 9. — Les actes pourront être reçus par un notaire. Celui-ci sera assisté de deux témoins, de l'un ou de l'autre sexe, Belges, majeurs, sachant signer, domiciliés dans l'arrondissement judiciaire où l'acte sera passé, lorsqu'il s'agira de testaments, de donations et de contrats de mariage, ou lorsque, dans un acte quelconque, l'une ou l'autre des parties ne peut ou ne sait signer. Toutefois le mari et la femme ne pourront être témoins dans le même acte.

ART. 9. — De akten kunnen voor eenen notaris verleden worden. Deze wordt bijgestaan door twee getuigen van het mannelijk of van het vrouwelijk geslacht, zijnde Belg, meerderjarig, bekwaam om te teekenen en hebbende hunne woonplaats in het rechterlijk arrondissement waar de akte verleden wordt, wanneer het geldt testamenten, schenkingen en huwelijkscontracten, ofwel wanneer, in om 't even welke akte, eene der partijen niet teekenen kan of onbekwaam is om te teekenen. Man en vrouw kunnen echter niet getuigen zijn bij eene en dezelfde akte.

ART. 11. — Le nom, l'état et la demeure des parties devront être connus du notaire, ou lui être attestés dans l'acte par deux personnes connues de lui, ayant les mêmes qualités que celles requises pour être témoins instrumentaires.

ART. 11. — De naam, de betrekking en de verblijfplaats van partijen moeten den notaris bekend zijn of hem in de akte worden bevestigd door twee, hem bekende personen, die aan alle vereischten voldoen om notarieele getuigen te zijn.

Code civil.**Burgerlijk Wetboek.**

ART. 971. — Le testament par acte public est celui qui est reçu par un

ART. 971. — Het testament bij openbare akte is het testament, dat door een

notaire, en présence de deux témoins. | notaris, in de tegenwoordigheid van
twee getuigen, verleden wordt.

ART. 980. — Les témoins appelés | ART. 980. — De getuigen, genomen
pour être présents aux testaments de- | om tegenwoordig te zijn bij testamen-
vront être Belges, majeurs, sans distinc- | ten, moeten zijn Belg, meerderjarig,
tion de sexe. Toutefois le mari et la | zonder onderscheid van kunne. Man en
femme ne pourront être témoins dans | vrouw kunnen echter niet getuigen zijn
le même testament. | van een en hetzelfde testament.

LÉON MABILLE.

R. COLAERT.

G. HUBIN.

P.-E. JANSON.

I. SINZOT.

(1)

(N^o 91)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 MAART 1922.

Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 9 en 11 der wet van 25 Ventôse
jaar XI en van de artikelen 971 en 980 van het Burgerlijk Wetboek.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Ter vergadering van 13 Januari 1921 hadden wij de eer, in overleg met de heeren Colaert, Janson, Levie en Hubin, een wetsvoorstel in te dienen tot verleening, aan de vrouwen, van het recht om getuige te zijn bij de notarieele akten.

Een gunstig verslag werd daarover, namens eene Middenafdeeling, uitgebracht door den heer De Bruycker; doch het voorstel verviel ten gevolge van de ontbinding der Kamers. Wij hebben de eer het bij de Kamer opnieuw in te dienen met de toelichting, waardoor de voorgestelde maatregel gewettigd werd.

* * *

Krachtens artikel 37 van het Burgerlijk Wetboek moesten de getuigen bij de akten van den burgerlijken stand tot het mannelijk geslacht behooren. Deze beperkende bepaling, welke eene ongelijkheid tusschen den man en de vrouw bevestigde, was niet gewettigd. De wet van 7 Januari 1908 maakte een eind aan dit soort van minderwaardigheid en deed, in artikel 37, het vereischte van geslacht vervallen.

Deze hervorming was echter onvolledig; nog door andere artikelen onzer wetten wordt inmers dezelfde ongelijkheid bevestigd.

Zóó moeten, naar luid van artikel 9 der wet van 25 Ventôse jaar XI op het notarisambt, de akten worden verleden « voor twee notarissen, ofwel voor éénen » notaris bijgestaan door twee getuigen, *Fransche Staatsburgers*, bekwaam om » te teekenen en hebbende hunne woonplaats in het gemeentelijk arrondissement waar de akte verleden wordt ». Hier is er sprake van de notarieele of instrumentaire getuigen.

Verder moeten, volgens artikel 11 derzelfde wet, « de naam, de betrekking » en de verblijfplaats van partijen den notarissen bekend zijn of hun in de akte » worden bevestigd door twee hun bekende *Stadtsburgers*, die alle vereischen » bezitten om notariele getuigen te zijn ». Dit zijn de attesteerende getuigen. Eindelijk wordt door artikel 980 van het Burgerlijk Wetboek bepaald dat » de getuigen, genomen om tegenwoordig te zijn bij testamenten, moeten zijn » *manspersonen*, meerderjarigen, onderdanen van den Koning, het genot der » burgerlijke rechten hebbende ».

Het komt nu voor, dat de uitsluiting der vrouwen, bekrachtigd door die verscheidene artikelen betreffende het verlijden van de notariele authentieke akten, evenmin gewettigd is als bij het verlijden van de authentieke akten van den burgerlijken stand.

In beide soorten van akten heeft de getuige hoofdzakelijk tot zending, vast te stellen dat de werkelijke handelingen, die in hun bijzijn geschied zijn, inderdaad plaats hadden, en de akte te teekenen. Wellicht zou men nog kunnen aanvoeren, wat de notariele akten betreft, dat de tegenwoordigheid van de getuigen er ook vereischt wordt om de vrijheid van partijen te verzekeren en ze tegen elke poging van fysieken dwang te beschermen.

Waarom zou de vrouw onbekwaam zijn om dit alles vast te stellen?

Men ziet evenmin in, waarom de vrouw welvoeglijkheidshalve niet zou mogen toegelaten worden als getuige.

En, wat men soms ook beweerd hebbe, waar is het niet dat het optreden als getuige bij eene authentieke akte gelijkstaat met eene deelneming in de uitoefening van een openbaar ambt, waaruit de vrouw zou gesloten zijn.

Terecht heeft men dus er op gewezen, hoe onlogisch het is, de vrouw als getuige voor de rechtbanken toe te laten om er feiten, die soms uiterst gewichtig zijn, te bevestigen, en haar te verbieden als zoodanig op te treden bij het verlijden van eene notariele akte; aan de vrouw te verbieden getuige te zijn bij eene akte verleden voor notaris, en haar bij artikel 70 van het Burgerlijk Wetboek toe te laten getuige te zijn bij de akte van bekendheid opgemaakt door den vrederechter.

Men mag dus staande houden dat het behoud, in onze wetgeving, van eene uitsluiting — overblijfsel van een oud vooroordeel — waardoor de vrouw schijnt te verkeeren in een minderwaardigen toestand tegenover den man, hoegenaamd niet gewettigd is. Artikel 9 der wet van 25 Ventôse jaar XI, betreffende de *notariele* of *instrumentaire* getuigen, zou bijgevolg in dien zin moeten gewijzigd worden.

Evenzoo dienen te worden herzien artikel 11, dat de *attesteerende* getuigen betreft, en artikel 980 van het Burgerlijk Wetboek, dat geldt voor de getuigen *bij de testamenten*.

Om die hervorming tot stand te brengen, zou het desnoods volstaan eenen tekst aan te nemen zooals dien der Italiaansche wet van 9 December 1877 : « Worden ingetrokken al de wetsbepalingen, waarbij het aan de vrouw verboden » is, getuige te zijn bij de openbare of private akten. »

Het komt echter verkieslijk voor, om een goede samenordering in te voeren, de wenschelijke wijziging te brengen in de artikelen zelf, zooals dit werd gedaan voor de akten van den burgerlijken stand, te meer daar men in elke dier bepalingen, evenals in artikel 37, de beperkende bepaling zal moeten opnemen, krachtens welke man en vrouw niet te zamen getuigen mogen zijn bij ééne en dezelfde akte. Daar zij, practisch gesproken, dikwijls slechts één persoon uitmaken, is het logisch zich met de betuiging van twee echtgenooten niet tevreden testellen bij de akten, waarvoor de wet de tegenwoordigheid van twee getuigen noodig acht ten einde grootere waarborgen te geven dan bij de betuiging van slechts éénen persoon ⁽¹⁾.

I. — Artikel 9 der wet zou dus luiden : « De akten worden verleden voor » twee notarissen, ofwel voor éénen notaris bijgestaan door twee getuigen *van het mannelijk of van het vrouwelijk geslacht, zijnde Belg, meerderjarig, bekwaam om te teekenen en hebbende hunne woonplaats in het rechterlijk arrondissement waar de akte verleden wordt. Man en vrouw kunnen echter niet getuigen zijn bij ééne en dezelfde akte* ».

In den vroegeren tekst werd bepaald dat de getuigen « Fransche Staatsburgers » moeten zijn. Daaruit volgde : a) vooreerst de hoedanigheid van man; b) verder het genot van de politieke rechten (zie art. 7 B. W.), waardoor de staat van *meerderjarigen Franschman* werd verondersteld; vreemdelingen konden niet getuigen zijn.

Opdat artikel 10 (nieuw) deze beteekenis zou behouden, was het noodig, terwijl men een nieuwe bepaling invoerde betreffende het geslacht van de getuigen, de woorden : *zijnde Belg, meerderjarig* in den tekst op te nemen (na het weglaten van de woorden *Fransche Staatsburgers*).

II. — Artikel 14 betreffende de attesteerende getuigen zou voldoende gewijzigd worden, wanneer men het zou doen luiden : « De naam, de betrekking en de » verblijfplaats van partijen moeten den notarissen bekend zijn of hun in de akte » worden bevestigd door twee, hun bekende *personen*, die aan alle vereischten » voldoen om notarieele getuigen te zijn ».

Uit deze laatste woorden blijkt zonder tegenspraak dat man en vrouw ook niet getuigen mogen zijn bij ééne en dezelfde akte.

III. — Wat aangaat de getuigen van testamenten, waarvan sprake is in artikel 980, zal het volstaan te bepalen dat « de getuigen, genomen om tegenwoordig te zijn bij testamenten, moeten zijn Belg, meerderjarig, zonder onderscheid » van kunne. Man en vrouw kunnen echter niet getuigen zijn van één en hetzelfde testament ».

De woorden : « het genot der burgerlijke rechten hebbende » kunnen zonder

⁽¹⁾ KRIEG, *Le Féminisme*, blz. 220.

bezwaar weggelaten worden, vermits, naar luid van artikel 8, al de Belgen het genot van de burgerlijke rechten hebben.

Buiten het recht, dat het aan de vrouw verleent, blijft de beteekenis van het nieuwe artikel 980 dus dezelfde als die van het vroegere artikel.

Door het aannemen van dit wetsvoorstel zal men een stap verder gaan op den weg, dien de Belgische wetgever sedert enkele jaren — niet zonder onzichtigheid — is opgegaan.

Achtereenvolgens liet hij aan eene vrouw toe, zich aan te sluiten bij eene maatschappij van onderlingen bijstand of bij eene beroepsvereniging, — verleende hij aan de gehuwde vrouw de machtiging om een eigen boekje ter Spaarkas te bezitten en daarop geld uit te trekken, om haar loon te ontvangen en daarover te beschikken voor de behoeften van het gezin, — liet hij het opsporen van den vader van het onechtelijk kind toe, — kende hij haar de bevoegdheid toe om getuige te zijn bij de akten van den burgerlijken stand, — besliste hij, ten slotte, dat de vrouw zou kunnen deel uitmaken van een familieraad en met de voogdij belast worden.

Het aannemen van de thans voorgestelde wijzigingen zou ten gevolge hebben, een eind te maken aan een der laatste ongelijke toestanden, welke de vrouw, zelfs ongehuwd, te verduren heeft : het zou weer een stap nader brengen tot wat meer rechtvaardigheid.

En, in practisch opzicht, kan men beweren dat, in sommige bepaalde gevallen, de door het voorstel beoogde uitbreiding ten goede zal komen aan den openbaren ambtenaar, wanneer men dadelijk, zooals bij het opmaken van testamenten, de bij de wet vereischte vier, zes en zeven geschikte getuigen zal moeten vinden.

* *

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek van ons voorstel, heeft, zooals wij zegden, het beginsel daarvan eenstemmig aangenomen. Zij meende echter dat het eene gunstige gelegenheid was om de herziening van artikel 9 der wet van 23 Ventôse jaar XI verder door te drijven.

Naar luid van dit artikel « worden de akten verleden voor twee notarissen, ofwel voor éénen notaris bijgestaan door twee getuigen ».

De Middenafdeeling heeft zich afgevraagd om welke redenen de tusschenkomst van een tweeden notaris of de verplichte tegenwoordigheid van twee getuigen noodzakelijk is.

De verslaggever doet, met wijlen den betreurden heer Galopin, opmerken dat « het optreden van getuigen slechts een overblijfsel is van het vroegere recht, » wanneer de zending van den notaris veel minder die van een openbaren » ambtenaar was dan die van een getuige en wanneer het onontbeerlijk was » twee getuigen voor te brengen, opdat het bewijs zou volledig zijn : « *testis* » *unus, testis nullus* ». Daarom werd bij het verlijden der akte de tegenwoordigheid vereischt van een tweeden notaris of van twee getuigen om dezen te vervangen.

Dat is, beweert men, althans voor meest al de akten, eene verouderde vorme-

lijkheid, en in beginsel dient men slechts het optreden te eischen van éénen notaris zonder den bijstand van getuigen.

Niettemin behield de Middenafdeeling de noodzakelijkheid van twee getuigen, wanneer het geldt testamenten, schenkingen huwelijkscontracten, evenzoo wanneer, bij welke akte ook, eene partij niet kan teekenen of daartoe niet bekwaam is.

Deze nieuwigheid kan worden aangenomen. In Frankrijk wordt reeds door de wet van 12 Augustus 1912 toegelaten, dat de akten voor éénen notaris worden verleden, wanneer al de partijen kunnen teekenen, en, onzes dunkens, zouden de notarissen in ons land geen enkel bezwaar zien in de vereenvoudiging van artikel 9.

Inderdaad, uit de ervaring van meer dan eene eeuw is niet gebleken dat, op de wijze waarop de zaken gewoonlijk geschieden, de tegenwoordigheid der getuigen bij het verlijden der gewone akten een zeer ernstigen waarborg oplevert. Men moet overigens niet uit het oog verliezen, dat hunne zending niet is, na te gaan of het opstel van den notaris overeenstemt met de verklaringen der partijen : waar zou men trouwens de getuigen vinden, die daartoe in staat zijn? Immers, aan de wet is voldaan, wanneer zij kunnen teekenen! En wordt daarenboven door de rechtspraak niet aangenomen, dat het aan de getuigen toegelaten is, de taal, door den opsteller van de akte gebruikt, niet te verstaan?

De juridische waarheid is dat, in het algemeen, aan het verlijden der akten niet moet voorafgaan eene verklaring hunner wilsbeschikkingen, door partijen gedaan, in de tegenwoordigheid van getuigen; dit verlijden bestaat enkel in de voorlezing en de onderteekening, en de getuigen hebben tot zending de stoffelijke feiten vast te stellen, welke in hunne tegenwoordigheid zijn geschied.

Onder deze omstandigheden begrijpt men dat het nut van hun optreden ernstig worde betwist.

Er zijn nochtans akten van bijzonderen aard — aldus de testamenten — welke eenen erflater onderstellen, die, zich bewust, zijne uiterste wilsbeschikkingen vrijelijk voorzegt. Is het wenschelijk, dat de notaris alléén optrede om vast te stellen of een stervende nog zich bewust is van zijne daden? Is het veeleer niet wenschelijk, dat er personen tegenwoordig zijn om desnoods te getuigen, dat hij werkelijk zijne uiterste wilsbeschikkingen heeft voorgezegd, dat deze hem niet werden ingegeven, dat hij vrij heeft gehandeld zonder eenigen lichamelijken of zedelijken dwang?

Het schijnt dus dat, in zake testament, de bijstand van getuigen wordt gebilijkt door ernstige redenen die insgelijks, in een zekere mate, gelden voor het opstellen der akten van schenking en der huwelijkscontracten. Daarom heeft de Middenafdeeling voorgesteld, artikel 9 te wijzigen als volgt : « De akten worden verleden voor eenen notaris. Deze wordt bijgestaan door twee getuigen van het mannelijk of van het vrouwelijk geslacht, zijnde Belg, meerderjarig, bekwaam om te teekenen en hebbende hunne woonplaats in het rechterlijk arrondissement waar de akte verleden wordt, wanneer het geldt schenkingen, testamenten, huwelijkscontracten. »

Daarenboven besliste de Middenafdeeling, naar het voorbeeld der Fransche wet, dat « de tegenwoordigheid van de getuigen eveneens wordt vereischt,

wanneer deze of gene der partijen niet kan teekenen noch daartoe bekwaam is. Dit voorbehoud scheen noodzakelijk in het belang van den notaris. In d bijstand van getuigen zal hij het middel vinden om de waarheid van zijne bevestiging te bewijzen, indien eene partij, die niet geteekend heeft, omdat zij n kon of er niet toe bekwaam was, later beweren mócht dat zij bij de akte n tegenwoordig was.

Op grond van deze beschouwingen hebben wij ons eerste voorstel gewijzigd dat slechts ten doel had de vrouwen als getuigen toe te laten. Er dient nochtan te worden opgemerkt, dat de nieuwe tekst van artikel 9 noodzakelijkerwijze de wijziging van artikel 971 ten gevolge heeft, waardoor, voor de testamenten, het optreden van twee notarissen of van éenen notaris en vier getuigen wordt geëischt.

LÉON MABILLE.
